

Jean LAUNAY

*Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) - Pouvoirs publics- [11 juillet 2007]

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 4 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs (n° 403) [21 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n° 1127) - Pouvoirs publics- [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 30 : Pouvoirs publics (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits

pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs (n° 403) [27 novembre 2007] (n° 435)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la gestion des ressources humaines au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire [24 juin 2008] (n° 991)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. Politique des transports. Chèque transport [17 juin 2008] (p. 3503)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 18, posée le 2 octobre 2007. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Fret (p. 2474)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette que des amendements n'aient pas été distribués lors de la précédente séance [16 novembre 2007] (p. 4328)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1666)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : contrôle fiscal (p. 1666)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1666)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1666)

Impôts et taxes : progressivité (p. 1666)

Politique économique : croissance (p. 1666)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 217 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1810)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1848)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1872)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1911, 1941)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1962 et s., 2052)

Ses amendements n^{os} 322 et 326: SCRUTIN PUBLIC (p. 1968, 1971)

Son amendement n^o 323 (p. 2051)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n^o 319 de M. Jean-Pierre Balligand ("stock-options" - plus-values réalisées par les dirigeants : affectation de 50 % de leur montant à l'ensemble des salariés) (p. 2053)

Intervient sur l'adt n^o 321 de M. Jean-Pierre Balligand (plus-values sur "stock-options" : institution d'un prélèvement de 8 % affecté au fonds de réserve pour les retraites) (p. 2055)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Ses explications de vote [1^{er} août 2007] (p. 2626)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2627)

Projet de loi n^o 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1999)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 2000)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1999)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1999)

Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 2000)

Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 2000)

Finances publiques : dette publique (p. 1999)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1999)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 2000)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1999 et s.)

Lois de règlement (p. 2000)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1999)

Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1999)

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2816)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2816)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2816 et s.)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 2817)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2816)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2816)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2817)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n^o 222 précédemment réservé de M. Dominique Baert (anciens combattants - bénéfice de la demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 2913)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n^o 223 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 2918)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son intervention (p. 2923)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n^o 13 de M. Lionel Tardy (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération

au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2955)

Intervient sur le sous-adt n° 299 du Gouvernement (blocage des sommes pendant cinq ans) à l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (p. 2955)

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Henri Emmanuelli (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 2960)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 146 rectifié de M. Didier Migaud (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2978)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Jérôme Cahuzac ("taxe Tobin" - article 235 ter ZD du code général des impôts : fixation du taux à 0,05 %) (p. 2979)

Intervient sur l'adt n° 229 de M. Jérôme Cahuzac (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets : TVA au taux normal) (p. 2982)

Intervient sur l'adt n° 228 de M. Jérôme Cahuzac (fruits et légumes : TVA à 2,1 %) (p. 2983)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son intervention (p. 3003)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Ses interventions (p. 3012 et s.)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3021)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)

Son intervention (p. 3574)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs : préfetures (p. 3575)

Etat : organisation : services déconcentrés (p. 3574)

Finances publiques : crédits budgétaires : outre-mer (p. 3575)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 3575)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- *Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007*

Son intervention (p. 66)

Thèmes :

Politique extérieure : environnement (p. 66)

Politique extérieure : aide au développement (p. 66)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)

Son intervention (p. 4287)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4288)

Consommation : protection des consommateurs : crédits budgétaires (p. 4288)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides (p. 4287)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche et développement (p. 4288)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4288)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : personnel : enseignants : effectifs (p. 4235)

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale (p. 3561)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire (p. 3561)

Conseil constitutionnel (p. 3562)

Etat : pouvoirs publics : autonomie financière (p. 3560 et s.)

Finances publiques : mission pouvoirs publics (p. 3560 et s.)

Justice : Cour de justice de la République (p. 3562)

Parlement : contrôle (p. 3561)

Parlement : Sénat (p. 3561)

Président de la République : rémunération (p. 3561)

Union européenne : Parlement européen :
représentants (p. 3562)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3565)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3565 à 3568)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 4328 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra)
[16 novembre 2007] (p. 4328)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adt n° 319 de M. Didier Migaud (suppression du "bouclier fiscal" et institution d'un impôt minimal sur le revenu) (p. 4335)

Intervient sur l'adt n° 318 de M. Didier Migaud (barème correspondant au dispositif d'impôt minimal sur le revenu) (p. 4335)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression du dispositif "Robien" de soutien à l'investissement locatif) (p. 4336)

Intervient sur l'adt n° 307 de M. François Brottes (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015 et institution d'un contrat de gestion) (p. 4337)

Son amendement n° 253 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 4336) : rejeté (p. 4337)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Henri Emmanuelli (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France -AFITF : taxe acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes par mille de kilomètres parcourus portée de 6,86 € à 9,20 €) (p. 4339)

Intervient sur l'adt n° 297 de M. Henri Emmanuelli (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France -AFIT : majoration de 200 millions d'euros de la redevance domaniale acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) (p. 4339)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Jean-Louis Dumont (détaxation des bouilleurs de cru : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 4340)

Intervient sur l'adt n° 243 rectifié de la commission (suppression de l'impôt de bourse et taux d'imposition des plus-values mobilières porté de 16 % à 18 %) (p. 4342)

Intervient sur l'adt n° 97 de M. Dominique Baert (taxe foncière afférente à la résidence principale due par les veufs et veuve - plafonnement à 5 % du revenu fiscal de référence sous condition de ressources) (p. 4342)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Jean-Pierre Balligand (communautés de communes à taxe professionnelle unique : "déliation" des taux de la taxe professionnelle) (p. 4343)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. François Brottes (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - réduction de 1,5 % à 1 % du taux de plafonnement de la taxe professionnelle) (p. 4343)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Jean-Pierre Balligand (taxe professionnelle - taux de l'année d'imposition ou de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 4343)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean-Pierre Balligand (plafonnement de la taxe professionnelle - compensation aux collectivités territoriales par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4343)

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Jérôme Cahuzac (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4345)

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Henri Emmanuelli (droits d'enregistrement : taux majorés d'un point et affectation du produit supplémentaire à un fonds de péréquation) (p. 4345)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean-Claude Viollet (résidences mobiles terrestres des gens du voyage - taxe d'habitation : tarif ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) (p. 4345)

Intervient sur l'adt n° 320 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : taux ramenés respectivement de 5,4 % à 2,7 % et de 4,4 % à 2,2 %) (p. 4345)

Intervient sur l'adt n° 306 de M. Jean-Pierre Balligand (déménagement d'établissements intervenus depuis 2005 entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4345 et s.)

Seconde délibération

Article 33 et état B (crédits du budget général)

Son intervention (p. 4349)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4843)

Thèmes :

- Automobiles et cycles : malus CO2 (p. 4846)
- Energie et carburants : pétrole (p. 4843)
- Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4845 et s.)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4846)
- Pays étrangers : Chine (p. 4844)
- Pays étrangers : Etats-Unis : crise des crédits subprimes (p. 4843 et s.)
- Politique économique : crédit : endettement (p. 4845)
- Politique économique : croissance (p. 4843 et s.)
- Politique économique : indice des prix (p. 4845)
- Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4843 et s.)
- Politique sociale : pauvreté (p. 4845)
- Transports : chèque-transport (p. 4844 et s.)
- Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4846)
- Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4843)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4843, 4845)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

- Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5036)
- Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5063) : rejetée (p. 5067)

Thèmes :

- Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5064)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5036)

Energie et carburants : sociétés pétrolières (p. 5064)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5063 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 5064)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 5063)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5064)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5064)

Logement (p. 5064)

Outre-mer : Antilles : énergie et carburants (p. 5064)

Politique économique : croissance (p. 5063)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5063 et s.)

Président de la République : crédits (p. 5064)

Travail : chèque-transport (p. 5064)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5036)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 % et institution d'une provision pour leurs dépenses au titre des énergies renouvelables ou en faveur des alternatives au transport routier) (p. 5069)

Intervient sur l'adt n° 185 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 %) (p. 5069)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Henri Emmanuelli (TVA : fruits et légumes au taux de 2,1 %) (p. 5070)

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (p. 5072)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5080)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 189 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du bouclier fiscal) (p. 5087)

Intervient sur l'adt n° 171 de M. Pascal Terrasse (titres restaurant : relèvement de 4,98 € à 6 € de la part maximale exonérée d'impôt et de cotisations sociales de participation des employeurs) (p. 5087)

Intervient sur l'adt n° 19 rectifié de M. François Vannson (réduction d'impôt pour les investissements immobiliers locatifs réalisés dans des résidences de tourisme classées dans les zones de revitalisation

rurales : extension aux communes de 2 000 à 4 000 habitants) (p. 5088)

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Jérôme Cahuzac (travaux visant à économiser l'énergie dans la résidence principale : majoration de 10 points des différents crédits d'impôt) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 179 de M. Jérôme Cahuzac (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 5089)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Guillaume Garot (frais de formation professionnelle dans l'enseignement supérieur exposés par les salariés : crédit d'impôt de 50 % limité à 5 000 €) (p. 5090)

Son amendement n° 190 (suppression du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5090)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5094)

Son amendement n° 191 (redevance audiovisuelle : exonération des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5095) : rejeté (p. 5096)

Son amendement n° 193 (redevance audiovisuelle : exonération des étudiants boursiers) (p. 5095) : rejeté (p. 5096)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 174 de M. Jérôme Cahuzac (ISF : intégration des œuvres d'art) (p. 5101)

Après l'article 21

Son amendement n° 165 (régime fiscal de la micro entreprise : relèvement de 5 % des seuils de chiffres d'affaires) : rejeté (p. 5106)

Son amendement n° 206 (régime fiscal de la micro entreprise : indexation des seuils de chiffres d'affaires sur l'indice des prix hors tabac) : rejeté (p. 5107)

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Jérôme Cahuzac (taxe sur les véhicules de sociétés : suppression de la limitation à deux ans de l'exonération des véhicules « propres ») (p. 5109)

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Jérôme Cahuzac (allègements de charges consentis aux entreprises : condition de négociations salariales de branche) (p. 5109)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Jérôme Cahuzac (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 5109)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113 et s.)

Intervient sur l'adt n° 173 de M. Jacques Bascou (exploitants agricoles : suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe ADAR) (p. 5120)

Intervient sur l'adt n° 172 de M. Jacques Bascou (viticulture : exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles dite taxe ADAR) (p. 5120)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)

Son intervention (p. 5121)

Son amendement n° 187 rectifié (p. 5122)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5126)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Jérôme Cahuzac (TIPP flottante) (p. 5129)

Son amendement n° 188 (chèque transport : généralisation) : rejeté (p. 5130)

Intervient sur l'adt n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5133)

Intervient sur le sous-adt n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) à l'adt n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5133)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 272 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle : précisions relatives au calcul du « ticket modérateur ») (p. 5133)

Intervient sur l'adt n° 196 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique dont les taux sont en période de lissage : neutralisation de la variation des bases dans le mode de calcul du taux de référence commune par commune) (p. 8535)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Louis Dumont (transactions immobilières portant sur plus de 700 m² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) (p. 5136)

Après l'article 28

Son amendement n° 207 (taxe additionnelle sur les cartes grises : majoration de 50 % pour les véhicules émettant plus de 250 grammes de CO² au kilomètre) : rejeté (p. 5139)

Article 31 (modification du plafond autorisé des remises de dettes consenties aux pays pauvres très endettés - PPTE)

Son intervention (p. 5140)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5142)

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Jean-Pierre Balligand (partenariats public-privé : généralisation de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) (p. 5142)

Intervient sur l'adt n° 197 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale dont le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de sa catégorie : minoration du potentiel fiscal à hauteur du plafond de participation qui serait mis à sa charge en cas d'application du taux moyen national de taxe professionnelle de sa catégorie) (p. 5142)

Ses explications de vote (p. 5148)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5148)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)

Son intervention (p. 5515)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5515)

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5515)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5515)

Energie et carburants : biocarburants (p. 5515)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5516)

Impôt sur les sociétés (p. 5515)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5515)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5516)

Politique économique : croissance (p. 5515)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5515)

Président de la République (p. 5515 et s.)

Sécurité sociale : franchise : mutuelles (p. 5516)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5518)

Ses explications de vote (p. 5518)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5518)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1009)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1010)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de charges (p. 1010)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1009 et s.)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3740)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3741)

Déchets, pollutions et nuisances : fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 3741)

Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3740)

Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3741)

Mer et littoral : pollution (p. 3741)

Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3741)